

Département  
**RHONE**

Commune  
**AMPUIS**

## **ARRETE n°26-2024**

Le Maire de la Commune d'AMPUIS (Rhône),

VU les articles L2213-2 et L2213-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment le titre 1<sup>er</sup> – Dispositions communes aux voies du domaine public routier – et le titre III – Voirie Départementale – titre IV – Voirie Communale,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, Livre 1<sup>er</sup>, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Ministériel du 6 novembre 1992 et modifié par les textes subséquents,

CONSIDERANT que la section concernée est située en agglomération,

CONSIDERANT que dans le cadre des travaux réhabilitation du réseau d'assainissement sur la Rue du Carcan à Ampuis, par l'Entreprise SEREHA, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident,

### **ARRETE**

**Article 1** : Du 22 février au 6 mars 2024, pour des interventions prévues les 22 et 23 février et 5 et 6 mars, de 7h30 à 17h00, dans le cadre des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement, la Rue du Carcan sera interdite à la circulation.

**Article 2** : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et mise en place par l'Entreprise SEREHA – 12 Allées Marc Seguin 69200 VENISSIEUX.

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier.

**Article 4** : Monsieur le Maire et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Ampuis sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

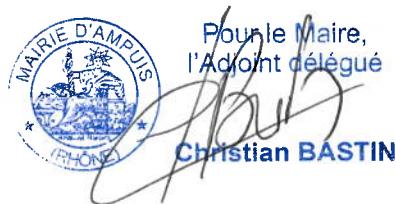
**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et dans le même temps, d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune.

**Article 6** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Ampuis,
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers d'Ampuis,
- VCA,
- La Police Municipale d'Ampuis,
- L'Entreprise SEREHA.

Fait à Ampuis, le 14 février 2024

Christian BASTIN  
Adjoint au Maire d'Ampuis



Département  
**RHONE**

Commune  
**AMPUIS**

## **ARRETE n°27-2024**

Le Maire de la Commune d'AMPUIS (Rhône),

VU les articles L2213-2 et L2213-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment le titre 1<sup>er</sup> – Dispositions communes aux voies du domaine public routier – et le titre III – Voirie Départementale – titre IV – Voirie Communale,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, Livre 1<sup>er</sup>, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Ministériel du 6 novembre 1992 et modifié par les textes subséquents,

CONSIDERANT que la section concernée est située en agglomération,

CONSIDERANT que dans le cadre des travaux réhabilitation du réseau d'assainissement sur la Côte de la Gerine à Ampuis, par l'Entreprise SEREHA, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident,

### **ARRETE**

**Article 1** : Du 22 février au 8 mars 2024, pour des interventions prévues les 22 et 23 février et 7 et 8 mars, de 7h30 à 17h00, dans le cadre des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement, la Côte de la Gerine sera interdite à la circulation.

**Article 2** : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et mise en place par l'Entreprise SEREHA – 12 Allées Marc Seguin 69200 VENISSIEUX.

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier.

**Article 4** : Monsieur le Maire et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Ampuis sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et dans le même temps, d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune.

**Article 6** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Ampuis,
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers d'Ampuis,
- VCA,
- La Police Municipale d'Ampuis,
- L'Entreprise SEREHA.

Fait à Ampuis, le 14 février 2024

Christian BASTIN  
Adjoint au Maire d'Ampuis

